



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 9 juin 2023

Grève dans les crèches Marmay and Co

Jeudi 8 juin les 32 salariées des 7 crèches Marmay and Co décidaient de se mettre en grève.

Leur entreprise avait déjà été placée en redressement judiciaire en février 2019, car ayant cumulé des dettes sociales à hauteur de 500 000 euros.

L'échéancier de remboursement de ces dettes n'ayant pas été respecté, leur montant s'élève aujourd'hui à 700 000 euros.

Le tribunal de commerce a donc décidé la résolution du plan et la liquidation judiciaire, en respectant cependant un maintien de l'activité des crèches pendant trois mois destiné aussi à permettre à d'éventuels repreneurs de se manifester.

Dans l'immédiat, les salariées de Marmay and Co ne sont toujours pas payées de leurs salaires de mai. Elles en exigent donc le paiement immédiat. Elles demandent aussi qu'on leur rende des comptes sur l'affectation des prélèvements que la direction a opérés sur leur salaires au titre de la mutuelle, elles réclament la mise aux normes de leurs locaux professionnels et des clarifications sur l'avenir qu'on leur réserve.

L'union régionale est de la CGTR est entièrement solidaire du combat mené par ces travailleuses. Elle considère qu'au delà de la gestion particulière de l'actuel employeur de Marmay and Co, c'est l'État qui est responsable de la situation catastrophique de ces salariées.

Le gouvernement n'hésite pas à utiliser les fonds de l'État à coup de centaines de milliards quand il s'agit de subventionner le patronat ou les dépenses guerrières, mais il n'a plus d'argent quand il s'agit de mettre en place un service public d'aide à la personne, des crèches publiques et en nombre suffisant. Voilà le scandale !

En sous-traitant l'accueil des jeunes enfants à des employeurs privés, l'État condamne d'emblée les milliers d'auxiliaires de crèche à la précarité, aux bas salaires et au risque de perdre leurs emplois à tout moment. Cette situation a assez duré !

Oui, toutes ces milliers de travailleuses qui rendent, à longueur d'année, des services irremplaçables à la population, devraient faire partie des services publics, être des salariées de l'État et donc disposer d'emplois sûrs et pérennes.



LeO de Salazie : 35 emplois sur la sellette suite au décès de l'employeur Les salariés demandent des comptes

L'annonce du décès du patron de l'élevage avicole LeO de Salazie à Grand Ilet a laissé les ouvrières et ouvriers de cette entreprise dans l'incertitude concernant leur avenir.

Le manque de transparence entretenu depuis la création de cette entreprise par son propriétaire et son staff n'aide pas les travailleurs dans leur quête d'informations sur la situation de l'entreprise.

Y aura-t-il un repreneur ? Que deviendront les emplois ?

Salazie fait partie des communes les plus dépourvues d'entreprises et où la majorité de la population est au chômage. LeO de Salazie permettait à plusieurs dizaines de travailleurs de disposer d'un emploi à

proximité de leurs lieux de résidence.

Les salariés ont exigé du directeur qu'ils soient informés du devenir de LeO, des dispositions testamentaires éventuellement laissées par leur employeur, des possibilités de rachat de l'entreprise par un repreneur et que le salaire du mois de mai leur soit versé immédiatement.

Aucune réponse ne leur a été pour l'instant communiquée par le directeur.

Eux n'ont pas eu le temps de mettre de côté un magot qui leur permette d'attendre de meilleurs jours. Ils sont tous payés au Smic.

Pan sur le bec !

Raymond Payet et Sylviane Dijoux, conseillers de la CGTR aux Prud'hommes viennent d'être relaxés des accusations d'avoir été « juges et parties » et de « corruption passive ».

La partie adverse visait à salir l'image de notre syndicat. Elle a fait chou blanc, faute de « causes réelle et sérieuses ». Elle en est donc pour ses frais et c'est tant mieux !

Discours officiels = mensonges sur toute la ligne !

Sollicité par le maire de Saint Benoît, soutien de Macron, lors du passage de la première ministre, Elisabeth Borne, pour transformer toute La Réunion en « Zone France Totale », le ministre délégué aux Outre-mer, Jean-François Carenco s'est dans un premier temps déclaré favorable à cette mesure. Il avait alors déclaré : « Cette zone franche totale est une demande des élus. Tous la veulent ! ». En fait, ceux qui la veulent le plus, ce sont les patrons, car si ce système entrait en fonction, ils seraient alors exonérés de toute cotisation sociale. Les politiques, de quelques bords qu'ils soient, ne sont en fait que les porte-voix des premiers !

Cette mesure devait, selon le discours officiel attirer les investisseurs et donc permettre la création d'emplois. C'est un mensonge éhonté, car depuis des lustres les exonérations de cotisations patronales n'ont pas incité les patrons à plus embaucher et encore moins à augmenter les salaires. À ce premier mensonge, Carenco en a ajouté un second en affirmant que « la défiscalisation , cela permet de faire baisser les prix ! »... alors qu'ils ont tous explosé !

Rien dans les discours des uns et des autres ne correspond aux besoins et attentes des travailleurs qui ont tout intérêt à revendiquer ce dont ils ont besoin : de vrais emplois et des salaires à la hauteur !

La réforme des retraites : le gouvernement veut passer à autre chose, nous pas !

Mardi 6 juin, nous étions encore un millier à défiler dans les rues de Saint-Denis pour exiger le retrait de cette réforme toxique pour les travailleurs.

L'enjeu, nous le connaissons, c'est de devoir nous épuiser deux années de plus au travail pour pouvoir bénéficier enfin, après une vie de labeur, d'un repos bien mérité.

Le gouvernement nous oppose qu'il n'a pas le choix et que le système de retraite par répartition ne serait plus équilibré sans cette réforme. Il n'envisage, en bon représentant des intérêts du patronat, qu'un seul moyen : s'en prendre aux travailleurs.

L'autre solution, la seule juste, serait de renflouer les caisses de retraites en faisant payer le patronat.

Alors bien sûr pour Macron, Borne et bien d'autres, il n'en est pas question. Mais c'est bien cette solution-là qu'il nous faudra leur imposer par la lutte si nous ne voulons pas en être de notre poche et mettre notre santé en danger !

